

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/32/112
10 juin 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 37 de la liste préliminaire^x

CONCLUSION D'UN TRAITE MONDIAL SUR LE NON-RECOURS A LA FORCE
DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Lettre datée du 8 juin 1977, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la République démocratique
allemande auprès de l'Organisation des Nations Unies

Me référant à la résolution 31/9 de l'Assemblée générale en date du 8 novembre 1976, j'ai l'honneur de vous transmettre une lettre de M. Oskar Fischer, ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande, concernant la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 37 de la liste préliminaire.

Le Ministre adjoint des affaires
étrangères,

Représentant permanent de la République
démocratique allemande auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Peter FLORIN

^x A/32/50/Rev.1.

ANNEXE

Lettre datée du 7 juin 1977, adressée au Secrétaire général par
le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique
allemande

La résolution 31/9 concernant la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa trente et unième session, a constitué, de l'avis de la République démocratique allemande, un premier pas vers la réalisation de la proposition présentée par l'URSS.

Nous constatons avec satisfaction qu'une grande majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont indiqué au cours des débats et en votant pour cette résolution qu'ils étaient prêts à coopérer activement à l'élaboration d'un traité de ce genre. Lors de sa trente-deuxième session, l'Assemblée générale devra décider des mesures pratiques à prendre pour faire progresser rapidement les travaux. La République démocratique allemande fera de son côté des efforts dans ce sens.

Les transformations profondes survenues dans le monde et l'évolution des relations internationales renforcent notre conviction que l'élaboration et l'adoption de cet instrument très important sont devenues possibles en pratique, et l'urgence de cette mesure devient de plus en plus évidente. Des conflits internationaux continuent de couvrir. Le risque de voir apparaître de nouveaux foyers de tension est loin d'être exclu. Nous ne pouvons ignorer l'intensification des activités menées par certains milieux impérialistes pour bloquer le processus de la détente, accélérer la course aux armements et miner la coexistence pacifique en poursuivant une politique de force et d'affrontement. Etant donné l'abondance des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, tout conflit militaire international risque de dégénérer en une guerre nucléaire mondiale. La seule solution est de consolider davantage les fondements de la paix et de la coexistence pacifique. La conclusion d'un traité sur le non-recours à la force dans les relations internationales y contribuerait grandement. Il renforcerait l'obligation qu'ont les Etats de ne recourir en aucun cas à l'agression contre d'autres Etats ou peuples, et de régler leurs différends par des voies pacifiques.

L'interdiction de recourir à la force dans les relations internationales serait une mesure générale tendant à garantir tous les droits fondamentaux des Etats, et en particulier le respect de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale, ainsi que le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Elle créerait en même temps des conditions favorables au désarmement et à l'élimination des moyens physiques de recourir à la force. La coopération pacifique entre les Etats, qui malgré des progrès considérables ces dernières années continue à être gênée par certaines tensions et par la course aux armements, s'en trouverait encore améliorée, pour le plus grand bien des peuples. La menace d'utiliser la force militaire pour protéger des intérêts économiques devra donc aussi disparaître complètement de la vie internationale. La République démocratique allemande estime que l'élaboration et l'adoption d'un traité universel sur le non-recours à la force dans les relations internationales est un moyen sûr de renforcer la détente et de l'étendre à toutes les régions du monde.

/...

Le projet déposé par l'Union soviétique est solidement fondé sur l'interdiction générale de recourir à la menace ou à l'emploi de la force énoncée au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Le but de ce traité mondial est de préciser ce principe de la Charte et de garantir son application uniforme en le développant. En ce sens, le projet soviétique est vraiment le premier à définir le champ d'application de ce principe, puisqu'il stipule l'interdiction de l'emploi de la force dans tous les milieux, c'est-à-dire sur terre, sur mer, dans l'air et dans l'espace extra-atmosphérique.

Un caractère important de ce traité est qu'il lie fondamentalement le non-recours à la force et l'interdiction générale de l'emploi de quelque type d'armes que ce soit. La République démocratique allemande estime que cette disposition est une interprétation essentielle et nécessaire du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et, en même temps, une mesure extrêmement efficace contre la course aux armements. Dans ce contexte, il faut aussi attirer l'attention sur l'engagement de ne négliger aucun effort pour réduire les affrontements militaires et assurer le désarmement. Un traité d'application universelle établirait en termes juridiques explicites l'obligation internationale qui incombe à tous les Etats aux termes de la Charte en général, de contribuer activement aux mesures prises dans le domaine du désarmement.

Il est incompréhensible que quelques Etats estiment que la conclusion de ce traité ferait inutilement double emploi avec le principe correspondant de la Charte ou même remettrait en question la validité de ce principe. La codification des principes fondamentaux affirmés dans la Charte est une pratique générale qui est tout à fait conforme aux Articles 11 et 13. Comme exemples, on peut citer les nombreuses conventions destinées à garantir et à traduire dans les faits le droit à l'autodétermination nationale qui est consacré dans la Charte des Nations Unies. Un certain nombre de traités bilatéraux et multilatéraux et l'Acte final de la Conférence d'Helsinki énoncent le principe du non-recours à la force.

La République démocratique allemande est convaincue qu'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales renforcera le principe fondamental formulé au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et fournira de meilleures garanties pour son application. Il faudrait se rappeler qu'un grand nombre de conflits armés ont éclaté depuis la rédaction de la Charte. Ce traité jouera un rôle essentiel pour mettre en échec les forces qui envisagent encore l'agression et l'emploi de la force armée contre d'autres peuples comme un instrument de leur politique. En bénéficieront tous ceux qui luttent sérieusement pour la sécurité internationale et l'entente entre les peuples.

La conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales devrait rencontrer l'agrément de tous les Etats. Il ne porte atteinte ni aux obligations des Etats en vertu des traités précédemment conclus, ni au droit inaliénable de légitime défense de tous les Etats rappelé à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Il ne met pas en question non plus le droit des peuples qui luttent pour leur libération nationale de se servir de tous les moyens dont ils disposent pour réaliser cet objectif.

/...

La République démocratique allemande exprime l'espoir que tous les Etats adopteront une attitude positive vis-à-vis de la rédaction de ce traité, tenant ainsi compte de l'importance que sa conclusion aurait pour le renforcement de la sécurité internationale, la stabilité de la paix dans le monde et l'affermissement de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République démocratique
allemande,

(Signe) Oskar FISCHER
